

Ordre du jour préliminaire

Quatrième Table ronde de l'OCDE des maires et des ministres

Mobiliser l'investissement au service de la durabilité urbaine, de la création d'emplois et d'une croissance résiliente

Chicago, Illinois (États-Unis)
8 et 9 mars 2012



La Table ronde de l'OCDE des maires et des ministres offre une occasion unique de faire avancer les stratégies globales en faveur d'une politique urbaine plus robuste et plus efficace. Réunissant des maires, des ministres, d'anciens chefs d'État et des représentants de la société civile, cette Table ronde illustre l'interdépendance des acteurs de la politique urbaine ainsi que les conséquences pour les villes des politiques menées dans des domaines tels que les transports, l'enseignement et l'environnement.

Créée en 2007, la Table ronde s'inscrit dans une longue tradition de dialogue stratégique et de recherche sur les problématiques de l'urbanisme au sein de l'OCDE. Depuis 1979, les pays membres confrontent leurs expériences et définissent des pratiques exemplaires en matière d'aménagement urbain, au regard de la compétitivité économique, de la gouvernance urbaine, des finances locales, des infrastructures, du changement climatique, de la cohésion sociale, de l'insertion des immigrants et des régions en difficulté (www.oecd.org/gov/cities). La Table ronde vient enrichir la vaste expérience que l'OCDE a de l'aide aux pays qui souhaitent élaborer des politiques urbaines conciliant efficacité économique et viabilité écologique.

Informations : OECDUrbanRoundtable2012.oecd.org

Vue d'ensemble

La ville de Chicago accueille la quatrième Table ronde de l'OCDE des maires et des ministres le 8 mars 2012. Organisée conjointement par l'OCDE, la ville de Chicago, le C40 (*Cities Climate Leadership Group*, groupe de 40 villes pilotes pour la protection du climat), le Secrétariat d'État américain au logement et au développement urbain et le *Metropolitan Planning Council* (commission d'urbanisation de la région de Chicago), cette manifestation sera coprésidée par :

- M. Rahm Emanuel, maire de Chicago,
- M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE,
- M. Michael Bloomberg, maire de New York et président du C40,
- M. Shaun Donovan, Ministre du logement et du développement urbain des Etats-Unis.

Cette 4^e Table ronde de l'OCDE offre aux maires et aux ministres partout dans le monde la possibilité d'étudier à huis-clos les moyens pour encourager la reprise économique et le développement de villes résilientes en mobilisant l'investissement en faveur de la durabilité urbaine.

À l'heure où des risques mondiaux et systémiques pèsent sur les économies nationales et où les inquiétudes liées au changement climatique et à la dégradation de l'environnement appellent une réaction concertée à l'échelle mondiale, les nations adoptent des stratégies plus équilibrées, qui répondent à des objectifs de croissance, mais aussi de viabilité écologique et d'équité. À la veille de la conférence Rio+20, ces questions sont au cœur du débat portant sur la durabilité.

Regroupant plus de la moitié de la population mondiale, les villes représentent des acteurs incontournables des efforts nationaux déployés pour sortir de la crise financière mondiale et mettre en œuvre des politiques meilleures pour une vie meilleure. Elles concentrent près des deux tiers de la consommation mondiale d'énergie et, selon les estimations, entre 60 et 80 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Par ailleurs, les villes sont exposées aux catastrophes liées à l'eau et aux effets du changement climatique, notamment lorsqu'elles sont situées sur la côte ou près d'un fleuve. Dans le même temps, elles tirent la croissance nationale et abritent une part importante des emplois, de la création de richesse et de l'innovation de chaque pays. Elles ont également une incidence profonde sur la cohésion sociale et la pauvreté. Les villes évoquent donc à la fois le problème et la solution à des menaces économiques et environnementales pressantes, ce qui leur donne un rôle important dans la mise en place d'un nouveau paradigme du développement durable. Pour parler simplement, une planète durable passe nécessairement par des villes durables.

Pour les pays, l'investissement dans des villes durables apparaît comme une piste pour sortir de la récession et suivre une voie de croissance plus durable et plus résiliente. La poursuite de ces objectifs se heurte à des contraintes budgétaires planétaires qui obligent les pouvoirs publics à tous les niveaux à en faire plus avec moins de moyens. Les ressources sont limitées, et tous les niveaux d'administration sont touchés. Cette baisse des fonds disponibles pour l'investissement public est particulièrement sensible s'agissant des autorités infranationales, qui sont généralement responsables des deux tiers de l'investissement public des pays de l'OCDE.

Pour évoluer vers des centres urbains plus durables et plus résilients et vers des villes vertes, il faudra réaliser d'importants investissements de départ, avec un retour sur investissement encore incertain. Il y a urgence à étudier des schémas d'investissement et des modèles de financement novateurs. La Table ronde de l'OCDE permettra à ses participants d'évoquer en quoi ces stratégies peuvent aider les pays à se remettre de la crise économique mondiale et passer à un modèle de développement durable solidaire, résilient face aux chocs économiques comme écologiques et respectueux de l'environnement.

Les participants seront invités à étudier les bonnes pratiques actuelles et à recenser les manques d'information et les obstacles d'ordre institutionnel qui s'opposent au financement d'un développement

urbain durable. Les résultats de ces discussions serviront de base à des contributions importantes présentées lors de la conférence Rio+20 et au programme de l'OCDE sur le développement durable et la croissance verte.

JEUDI 8 MARS 2012

Mobiliser l'investissement au service de la durabilité urbaine, de la création d'emplois et d'une croissance résiliente

Chicago Cultural Center, Chicago

8h Café et viennoiseries

9h Séance d'ouverture : Investir dans les villes pour une croissance économique durable
(GAR Hall - 2e étage)

Discours d'ouverture de M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE et président de la Table ronde de l'OCDE des maires et des ministres

Allocution de bienvenue

- M. Rahm Emanuel, maire de Chicago
- M. Michael Bloomberg, maire de New York et président du C40
- M. Shaun Donovan, Secrétaire d'État américain au Logement et au Développement urbain

Débat

PRÉSIDENTS : M. RAHM EMANUEL, MAIRE DE CHICAGO ET M. SHAUN DONOVAN, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN AU LOGEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT URBAIN

Les participants chercheront à déterminer si un modèle de croissance verte et durable peut servir de stratégie de sortie à la crise économique mondiale, et notamment si les investissements dans les infrastructures municipales, les technologies novatrices et la qualité de vie peuvent apporter des avantages d'ordre économique, environnemental et social. Face aux besoins considérables auxquels il faut répondre pour préserver les structures existantes et en construire de nouvelles, et compte tenu de la nécessité de mettre au point des stratégies et modèles de financement nouveaux, les ressources publiques devront mobiliser et stimuler les investissements privés. Par ailleurs, au sein du secteur public, tous les niveaux de l'administration, national, local et autres, devront travailler ensemble.

- En quoi les investissements dans des projets d'infrastructures urbaines durables peuvent-ils favoriser à court terme la création d'emplois et les opportunités économiques ainsi que la reprise économique à long terme ?
- Comment les dirigeants urbains et nationaux peuvent-ils attirer les investissements ?
- Comment faire en sorte que les investissements verts favorisent la cohésion sociale et contribuent à faire reculer la pauvreté ?

11h Pause café (GAR Hall Rotunda – 2e étage)

11h30 Dialogues stratégiques : Financer des secteurs de croissance essentiels

Deux dialogues se poursuivront en parallèle sur les meilleures pratiques actuelles, les manques d'information et les obstacles d'ordre institutionnel qui s'opposent au financement d'infrastructures urbaines durables et résilientes dans quatre grands secteurs porteurs : le bâtiment, les transports, les services collectifs et l'énergie. Les participants à chacune des séances s'efforceront de répondre aux questions suivantes :

- En quoi les finances publiques locales peuvent-elles contribuer à rendre ces secteurs plus écologiques ? Comment les politiques publiques peuvent-elles encourager ou stimuler les financements privés en faveur des investissements verts ?
- Comment hiérarchiser et où cibler des ressources publiques limitées ?
- Quels cadres favorables les villes et les autorités nationales peuvent-elles mettre en place pour favoriser les investissements dans les infrastructures vertes ?
- Quelle pourrait être la contribution des organismes de crédit et des compagnies d'assurance aux investissements verts ?
- Quelles sont les principales conditions de partenariats public-privé efficaces dans ces secteurs ?
- Comment les investissements verts peuvent-ils contribuer à la résilience des villes face aux chocs économiques et environnementaux ?
- Comment les pouvoirs publics peuvent-ils mettre en place des mesures incitatives favorables à une consommation d'énergie plus respectueuse de l'environnement dans ces quatre secteurs ?

Dialogues stratégiques : Financer des secteurs de croissance essentiels | Partie I – Le bâtiment et les transports

Dialogue 1A : Le bâtiment (Millennium Park Room – 5e étage)

PRÉSIDENT : [FONDATION FORD – À DÉTERMINER]

Le secteur du bâtiment a un rôle crucial à jouer pour renforcer la durabilité urbaine sur le plan de la consommation d'énergie, de la pollution, de l'occupation des sols et de la qualité de vie. Rendre le secteur du bâtiment plus écologique représente, pour le secteur public comme pour le secteur privé, une piste de croissance très prometteuse, mais le retour sur investissement est incertain. En outre, de nombreuses municipalités jouent un rôle important sur le plan du schéma urbain, et les finances urbaines peuvent constituer un outil important de densification du tissu urbain.

- En quoi les finances publiques locales peuvent-elles contribuer à rendre le secteur du bâtiment plus écologique ?
- Comment les politiques publiques peuvent-elles stimuler l'investissement privé dans des bâtiments écologiques ?
- Quel est le rôle des organismes de crédit et des compagnies d'assurance dans le financement de bâtiments écologiques ?
- Quelles sont les possibilités de partenariats public-privé et public-public pour rendre le secteur du bâtiment plus écologique ?
- Quels cadres favorables les villes et les autorités nationales peuvent-elles mettre en place pour favoriser l'investissement dans ce secteur ?

Dialogue 1B : Les transports (Washington Room – 5^e étage)

PRÉSIDENTE : MME MARYSUE BARRETT, PRÉSIDENTE DU METROPOLITAN PLANNING COUNCIL

Les autorités municipales ont d'importantes responsabilités en matière d'investissement dans les transports et de transports publics. Ces investissements leur confèrent un pouvoir d'influence considérable pour rendre les villes plus durables, plus équitables et plus résilientes. Les grandes infrastructures sont souvent cofinancées avec les autorités nationales ou d'autres autorités infranationales, ce qui nécessite des partenariats public-public réussis. De plus, des intervenants du secteur privé sont souvent associés aux investissements de ce type, par exemple parce qu'ils financent, conçoivent, construisent ou exploitent l'infrastructure.

- Comment les autorités nationales, régionales et locales peuvent-elles unir leurs efforts pour financer et concevoir des infrastructures de transport durables ?
- Comment créer et mettre en œuvre des partenariats public-privé réussis au service de solutions durables de transport urbain ?

12h45 Déjeuner (Preston Bradley Hall – 3^e étage)

14h30 Dialogues stratégiques : Financer des secteurs de croissance essentiels | Partie II – Les services collectifs et l'énergie

Dialogue stratégique 1B : Les services collectifs (Millennium Park Room – 5^e étage)

PRÉSIDENT : [FONDATION MACARTHUR – À DÉTERMINER]

De nombreux services collectifs tels que, par exemple, ceux liés aux déchets et à l'eau, sont assurés sous la responsabilité des municipalités, que ce soit par l'intermédiaire d'organismes publics ou d'intervenants privés. L'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement peut également, dans les pays en développement, contribuer à sortir de la pauvreté. Le mode de financement de ces services a des incidences importantes sur la consommation d'eau, la production de déchets et le recyclage. Certains montages financiers tels que les concessions, dans le cadre desquelles l'intervenant privé est rémunéré en fonction des volumes fournis, conviennent d'évidence moins bien si l'objectif est de parvenir à une consommation plus durable, c'est-à-dire moindre.

- Quels mécanismes de financement des services collectifs faut-il mettre en place pour des villes vertes, fortes et justes ?
- Quels mécanismes de financement novateurs sont appliqués dans les services de gestion de l'eau et des déchets ?
- Comment l'investissement dans les services collectifs peut-il contribuer à rendre les villes résilientes face aux chocs économiques et écologiques ?

Dialogue 2B : L'énergie (Washington Room – 5^e étage)

PRÉSIDENT : [CLUB DE MADRID – À DÉTERMINER]

Parce que les villes consomment entre 60 et 80 % de l'énergie produite dans le monde, il est possible d'accroître la durabilité urbaine en rendant cette consommation plus « verte ». Certaines villes jouent un rôle actif de producteurs d'énergies renouvelables, ont recours au chauffage urbain ou se sont dotées de réseaux électriques intelligents, mais la production d'énergies renouvelables passe souvent par une coopération avec le secteur privé. Les schémas de financement dont les villes disposent, par exemple sous forme de droits et redevances liés à l'énergie, peuvent influencer sur cette coopération et déterminer son efficacité.

- Quelles sont les principales conditions d'un partenariat public-privé efficace dans le secteur de l'énergie ?

- Comment les villes peuvent-elles accroître leurs investissements dans les sources d'énergie renouvelables ?
- Comment les pouvoirs publics peuvent-ils mettre en place des mesures incitatives favorables à une consommation d'énergie plus respectueuse de l'environnement ?

15h45 Pause café (GAR Hall Rotunda, 2^e étage)

16h15 Définir la marche à suivre dans la perspective de Rio+20 (GAR Hall, 2^e étage)

PRÉSIDENTS : M. ANGEL GURRÍA, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OCDE ET M. MICHAEL BLOOMBERG, MAIRE DE NEW YORK ET PRÉSIDENT DU C40

Dans l'optique de la conférence Rio+20, les participants reviendront sur les conclusions principales de la Table ronde afin de définir ensemble une voie à suivre pour financer la durabilité urbaine ainsi qu'une croissance résiliente, avec à la clé des gains économiques, environnementaux et sociaux.

- Quels sont les grands messages que les membres de la Table ronde peuvent adresser dans le cadre des futurs débats sur a) l'économie verte en rapport avec le développement durable et l'élimination de la pauvreté ; et b) le cadre institutionnel du développement durable ?

Messages de la Table ronde dans la perspective de la conférence Rio+20, par M. Michael Bloomberg, Président du C40

Présentation de la « Proposition de Chicago pour financer des villes durables », par M. Rahm Emanuel, maire de Chicago

Conclusion, par le président de la Table de l'OCDE des maires et des ministres, M. Angel Gurría

VENDREDI 9 MARS 2012

Les régions métropolitaines face à la mondialisation :

L'exemple de la région métropolitaine de Chicago

Co-organisé par l'OCDE, l'EDA (USDOC) et la *Chicagoland Chamber of Commerce*

Chicago (Chicago Hilton)

9h30 L'EXAMEN TERRITORIAL PAR L'OCDE DE LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE CHICAGO

Débat entre les parties prenantes

À l'heure de la mondialisation, les villes connaissent une profonde évolution de leur taille et de leur fonction. Leurs niveaux d'investissement et de productivité sont plus élevés qu'ailleurs et l'on voit se former des espaces économiques métropolitains entièrement nouveaux. Ces évolutions contribuent à renforcer le rôle des régions métropolitaines en tant que plateformes transnationales et carrefours géographiques essentiels de l'économie mondiale, ce qui offre aux villes des possibilités considérables mais les rend aussi plus vulnérables à une concurrence internationale intense et aux chocs exogènes, qui mettent en danger même les villes les plus dynamiques. Les régions métropolitaines cherchent ainsi de nouvelles sources de croissance durable afin de stimuler leur économie et de renforcer leur résilience aux chocs économiques, tout en répondant à des problèmes pressants en termes d'environnement et d'équité sociale. La croissance continue des villes dépendra de leur solidité et de leurs atouts, mais aussi de leur parcours de développement. Une ville présentant une grande interdépendance entre urbanisation et industrialisation élaborera une stratégie différente de celle d'une ville qui se développe sans tissu industriel. Dans de nombreux pays développés où la population est vieillissante et la main-d'œuvre moins nombreuse, la croissance des villes va dépendre de plus en plus de leur capacité de se développer en tant que pôles de connaissance, l'innovation devenant alors un moteur essentiel de la croissance durable.

L'examen territorial que l'OCDE consacre à la région métropolitaine de Chicago met l'accent sur la capacité de la région de contribuer efficacement aux résultats économiques régionaux et nationaux et à la qualité de vie de ses habitants dans le contexte d'une vive concurrence mondiale. Il présente une feuille de route en vue d'atteindre cet objectif, à travers des améliorations liées au perfectionnement de la main-d'œuvre, aux infrastructures de transport, à l'innovation technologique, à la conquête de marchés de niche dans le domaine de l'économie verte et aux structures institutionnelles.

Présentation de l'examen territorial par l'OCDE de la région de Chicago et discussion libre

L'examen offre de nombreuses perspectives et recense des éléments clés que d'autres régions métropolitaines cherchant à atteindre des objectifs similaires dans l'économie mondiale pourront étudier.

- **Inadéquation des compétences** : comment les régions métropolitaines répondent-elles aux problèmes de perfectionnement de leur main-d'œuvre afin de se mesurer efficacement à la concurrence dans l'économie mondiale du savoir ?

- **Adapter les stratégies de développement économique** : quelles démarches les régions métropolitaines adoptent-elles pour mobiliser l'ensemble des acteurs clés (secteur privé, enseignement et formation, pouvoirs publics) en vue de renforcer les capacités et de mettre en œuvre des stratégies cohérentes au service d'une croissance économique durable fondée sur l'innovation ?
- **Planification et financement des infrastructures** : quelles stratégies de planification et de financement les régions métropolitaines appliquent-elles pour que les infrastructures essentielles soutiennent leur position concurrentielle pour pouvoir attirer et retenir les compétences et les capitaux au sein du marché mondial ?
- **Innovation verte** : comment les régions métropolitaines réagissent-elles à la nécessité d'appliquer des innovations globales permettant d'exploiter des sources d'énergie plus propre pour la production et la distribution des biens ? Quelles stratégies les autorités publiques régionales mettent-elles en place pour offrir des services publics « verts » aux habitants ?
- **S'attaquer aux structures institutionnelles régionales** : quelles stratégies les acteurs locaux mettent-ils en œuvre pour assurer une coopération fonctionnelle efficace entre les autorités et le secteur privé au service d'une croissance durable, de l'emploi et de la qualité de vie dans leur région et au-delà ?

11h Conférence de presse marquant la publication de l'examen territorial par l'OCDE de la région métropolitaine de Chicago

Une conférence de presse sera organisée pour présenter la publication de l'examen territorial que l'OCDE a mené sur la région métropolitaine de Chicago, le premier de ce type réalisé aux États-Unis. Cet examen présente une feuille de route en vue d'obtenir une croissance durable de la région métropolitaine de Chicago à partir de ses propres atouts. Il offre un cadre favorisant la participation des pouvoirs publics et des parties prenantes afin de mieux anticiper et mettre en œuvre des stratégies régionales cohérentes et pérennes pouvant améliorer les performances économiques et la qualité de vie des habitants.

11h30 Inscription au déjeuner

12h-14h AFFRONTER LES TURBULENCES MONDIALES : LA PERSPECTIVE DE L'OCDE

Déjeuner-discussion organisé par le Chicago Council on Global Affairs et la Chicagoland Chamber of Commerce Foundation (sur invitation uniquement)

Depuis sa création en 1961, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) encourage le débat et le partage des connaissances, et aide les pays à mener leurs réformes dans de multiples domaines, notamment la croissance et le développement, l'emploi et la protection sociale, l'innovation et la gouvernance. Si chacun des trente-quatre pays membres de l'OCDE s'efforce de définir sa propre stratégie pour sortir de la crise économique, tous sont confrontés aux mêmes difficultés : trouver de nouvelles sources de croissance et d'emploi, tout en améliorant durablement le bien-être de leurs populations.

Les gouvernements nationaux parviennent-ils à mettre en place ces nouveaux modèles de croissance ? Comment gèrent-ils les conséquences de la crise mondiale sur la cohésion sociale, alors que les inégalités de revenu dans les pays membres de l'OCDE n'ont jamais été aussi grandes depuis les cinquante dernières années ? Les pouvoirs publics parviennent-ils à créer des partenariats

efficaces avec les divers acteurs intervenant dans la mise en œuvre des politiques, par exemple avec les autorités infranationales, les villes et le secteur privé ?

- Discours de **M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE**, sur la position actuelle de l'OCDE concernant l'économie mondiale (suivi d'une séance de questions/réponses)

14h-16h VISER L'EXCELLENCE : MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION PERMETTANT DE CONSOLIDER L'AVANTAGE CONCURRENTIEL DE LA RÉGION AU PLAN INTERNATIONAL

Séance de l'après-midi organisée par l'Economic Development Administration, un service du ministère américain du Commerce, en partenariat avec le Chicago Council on Global Affairs et la Chicagoland Chamber of Commerce Foundation.

L'examen territorial que l'OCDE a fait de la région métropolitaine de Chicago propose un plan d'action en vue de mobiliser les acteurs publics et privés de la région afin d'améliorer les résultats économiques de Chicago ainsi que sa capacité de contribuer efficacement à la compétitivité internationale des États-Unis. L'examen donne à penser que la région de Chicago doit harmoniser et mettre en œuvre des stratégies globales cohérentes visant à favoriser un développement économique fondé sur l'innovation, à encourager le perfectionnement de la main-d'œuvre et à améliorer les infrastructures logistiques et de transport. Ces stratégies devront s'appuyer sur les atouts de la région, et notamment ses habitants, elles devront prendre en compte les intérêts sociaux, économiques et environnementaux de la région et répondre efficacement à ses besoins. L'examen propose que le secteur privé et les entités à but non lucratif, notamment les autorités de planification de la métropole et ses fondations caritatives actives, dirigent la création d'un réseau d'instituts de recherche, qui serait situé dans la région et qui viserait à réunir des données probantes sur les politiques et les indicateurs afin d'étayer la planification stratégique de la région et faire participer plus systématiquement les acteurs des trois États constituant la région métropolitaine et du pouvoir fédéral à l'élaboration des politiques, à la planification, à l'organisation et aux questions de financement de la région.

Questions clés pour animer le débat :

- Comment les principaux acteurs de la région peuvent-ils résoudre les problèmes de **perfectionnement de la main-d'œuvre et d'inadéquation croissante des compétences** dans tous les secteurs d'activité, afin de pouvoir se mesurer efficacement à la concurrence dans l'économie mondiale du savoir ? Comment peuvent-ils lutter contre le sous-emploi et le chômage des groupes minoritaires dans la région, ainsi que contre leur ségrégation géographique ?
- Quelles démarches les acteurs concernés de la région (secteur privé, enseignement et formation, pouvoirs publics) adoptent-ils pour renforcer les capacités et mettre en œuvre des stratégies cohérentes au service d'une **croissance économique durable fondée sur l'innovation** ?
- Quelles **stratégies de planification et de financement** la région de Chicago doit-elle appliquer pour que les infrastructures essentielles soutiennent sa position concurrentielle et pour pouvoir attirer et retenir les compétences et les capitaux au sein du marché mondial ?
- Comment les acteurs de la métropole réagissent-ils à la nécessité d'appliquer des innovations globales permettant d'exploiter des **sources d'énergie plus propre** pour la

production et la distribution des biens ? Quelles stratégies les autorités publiques régionales mettent-elles en place pour offrir des **services publics « verts »** aux habitants ?

- Quelles stratégies les acteurs locaux mettent-ils en œuvre pour assurer une **coopération fonctionnelle efficace entre les autorités et le secteur privé au service d'une croissance durable, de l'emploi et de la qualité de vie** dans la région et au-delà ?

À PROPOS DE...

LA VILLE DE CHICAGO

Dirigée par M. Rahm Emanuel, la ville de Chicago accueille la 4^e Table ronde de l'OCDE des maires et des ministres sur le thème « Mobiliser l'investissement au service de la durabilité urbaine, de la création d'emplois et d'une croissance résiliente ». Grâce à ses initiatives originales en faveur de la durabilité urbaine, qui créent des emplois et favorisent le développement économique, Chicago fait figure d'exemple dans tout le pays. Il est ainsi prévu de développer la rivière Chicago pour en faire le nouveau terrain de loisirs de la ville, de soutenir des projets d'efficacité énergétique en centre-ville et dans les quartiers alentour, et d'installer des jardins sur les toits des bâtiments publics de la ville. Les actions de la municipalité permettent aux particuliers et aux entreprises de faire des économies et de créer de nouveaux emplois dans toute la ville, tout en ayant une incidence profonde sur la qualité de vie de l'ensemble des habitants. Pour créer une ville durable, il faut beaucoup de travail, de la coopération et la participation des autorités locales ainsi que de chaque habitant, entreprise et organisme de la ville. La ville de Chicago et son maire soutiennent pleinement les objectifs de la Table ronde en faveur de la durabilité et d'une collaboration efficace entre les autorités nationales et locales. À partir des contributions de leaders internationaux et d'experts mondiaux, Chicago va poursuivre ses efforts pour optimiser les avantages économiques majeurs associés au développement durable et à l'efficacité énergétique afin de consolider la prospérité future de la ville et de ses habitants (<http://www.cityofchicago.org/city/en/progs/env.html>).

L'OCDE (ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES)

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est une organisation internationale composée de 34 pays qui adhèrent aux principes de la démocratie représentative et de l'économie de marché. L'OCDE offre un forum unique au sein duquel les pays peuvent confronter leurs expériences, recenser les pratiques exemplaires et coordonner les actions nationales et internationales. Elle met à disposition une somme considérable d'informations afin d'aider les pouvoirs publics à favoriser la prospérité et à lutter contre la pauvreté par le biais de la croissance économique et de la stabilité financière. Elle contribue à faire en sorte que les conséquences sur l'environnement du développement économique et social soient prises en compte. L'examen mutuel par les États joue un rôle central à l'OCDE, qui facilite un processus d'examen multilatéral par lequel les résultats de chaque pays sont étudiés par ses pairs. Les discussions au sein de l'OCDE débouchent parfois sur des négociations à l'issue desquelles les pays membres acceptent des règles de coopération internationale qui peuvent se prolonger par des accords officiels, par exemple sur la lutte contre la corruption ou la réglementation des mouvements de capitaux. Ces dernières années, l'Organisation a offert aux pays un espace de dialogue au sein duquel s'entretenir sur de nombreux aspects clés des négociations internationales sur le changement climatique (notamment sur les systèmes d'échanges de droits d'émissions atmosphériques, les dispositifs de flexibilité, les incitations à la déforestation, ou la diffusion des technologies), et des initiatives très diverses liées à cette problématique ont été mises en œuvre (www.oecd.org).

LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT AMÉRICAIN AU LOGEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT URBAIN

Le Secrétariat d'État américain au logement et au développement urbain (*U.S. Department of Housing and Urban Development* - HUD) (www.hud.gov), dirigé par M. Shaun Donovan, co-organise la 4^e Table ronde des maires et des ministres et en est un partenaire majeur. Le HUD s'efforce de créer des collectivités solides, durables et solidaires, ainsi que des logements abordables et de qualité pour tous. Ses objectifs sont de renforcer le marché de l'immobilier afin de stimuler l'économie et de protéger les consommateurs, de répondre à la nécessité de disposer de logements de qualité à loyer abordable, d'utiliser le logement comme plateforme pour améliorer la qualité de vie des citoyens, de bâtir des collectivités solidaires, durables et non discriminatoires, et de transformer son propre mode de fonctionnement. Son *Office for International and Philanthropic Innovation*, au sein de l'*Office of Policy Development and Research*, sert de lien entre le HUD et l'OCDE et soutient les efforts du HUD en vue de trouver des solutions nouvelles et de proposer des idées et des ressources en travaillant avec l'ensemble des secteurs nationaux et internationaux (public, privé et société civile) afin de poursuivre la mission du HUD (www.huduser.org/ipi).

LE C40 (CITIES CLIMATE LEADERSHIP GROUP)

Le C40, groupe de 40 grandes villes pilotes pour la protection du climat, est un partenaire majeur de la 4^e Table ronde de l'OCDE des maires et des ministres. Il s'agit d'un réseau mondial de mégalo-poles qui mène des actions pour lutter contre le changement climatique, en élaborant et en appliquant des mesures et des programmes générant des réductions mesurables des émissions de gaz à effet de serre et des risques climatiques. Le C40 travaille en partenariat avec le programme Villes de la Clinton Climate Initiative (CCI), qui a été initié par la Fondation William J. Clinton. Notre personnel international travaille avec les municipalités et d'autres partenaires clés, avec le soutien de nos experts techniques, dans de multiples domaines d'action. Ensemble, nous facilitons les échanges, la collaboration et la mise en œuvre des politiques et des programmes dans nos villes. Le président actuel du C40 est le maire de New York, M. Michael R. Bloomberg. Pour en savoir plus sur les travaux du C40 et sur nos villes, voir <http://www.c40.org/>.

LE METROPOLITAN PLANNING COUNCIL

Depuis 1934, le *Metropolitan Planning Council* (MPC) œuvre au développement durable et prospère de la région de Chicago. En tant qu'organisme indépendant, à but non lucratif et non partisan, le MPC est au service des collectivités et des habitants à travers l'élaboration, la promotion et la mise en œuvre de solutions propices à une croissance régionale solide.

LA CHICAGOLAND CHAMBER OF COMMERCE

La *Chicagoland Chamber of Commerce* organise la présentation de l'examen territorial publié par l'OCDE sur la région métropolitaine de Chicago, premier examen de ce type aux États-Unis. Avec le *Chicago Council on Global Affairs*, la Chambre de commerce co-organise également un dialogue stratégique dirigé par M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, sur le thème « Affronter les turbulences mondiales – la perspective de l'OCDE ». La *Chicagoland Chamber of Commerce* est l'une des plus grandes chambres de commerce du pays, elle représente des entreprises implantées essentiellement dans les six comtés du nord-est de l'Illinois (Cook, DuPage, Kane, Lake, McHenry et Will), ainsi que des sociétés installées dans l'Indiana, le Wisconsin et l'Ohio. Fondée en 1904, la *Chicagoland Chamber* est un organisme privé à but non lucratif au service des entreprises et du développement économique. Son objectif est d'aider ses entreprises membres à se développer tout en favorisant un développement économique durable dans l'ensemble de la région. Elle a pour mission de faire de la région métropolitaine de Chicago la région la plus favorable aux entreprises de tous les États-Unis et d'optimiser les réussites de ses membres à travers des programmes offensifs de sensibilisation, des avantages pour ses membres, des services et des informations pouvant justifier des actions (www.chicagolandchamber.org).

CONTRIBUTEURS

La 4^e Table ronde des maires et des ministres sur le thème « Mobiliser l'investissement au service de la durabilité urbaine, de la création d'emplois et d'une croissance résiliente », bénéficie des généreuses contributions de Bloomberg Philanthropies, de la Fondation Ford et de la Fondation MacArthur.

BLOOMBERG PHILANTHROPIES

Bloomberg Philanthropies englobe toutes les activités caritatives de Michael R. Bloomberg, notamment la Fondation Bloomberg Family, Bloomberg LP et ses dons personnels. Bloomberg Philanthropies se concentre sur cinq domaines à l'échelle mondiale : les arts, l'éducation, l'environnement, l'innovation publique et la santé publique. En 2010, 279 millions de dollars de subvention ont été accordés et 20 millions de dollars ont été investis dans des initiatives de sensibilisation (www.mikebloomberg.com)

FONDATION FORD

La Fondation Ford est une fondation indépendante à but non lucratif. Elle travaille depuis 75 ans avec des personnes courageuses à la pointe du changement social partout dans le monde, guidée par sa mission, qui est de renforcer les valeurs démocratiques, de réduire la pauvreté et l'injustice, de promouvoir la coopération internationale et de soutenir les progrès de l'humanité. Outre son siège situé à New York, la Fondation Ford a des antennes en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. (www.fordfoundation.org)

FONDATION MACARTHUR

La Fondation MacArthur soutient les idées individuelles et les organismes efficaces qui s'engagent à bâtir un monde plus juste, respectueux de l'environnement et pacifique. La Fondation, avec l'aide de ses *MacArthur Fellows*, s'efforce de défendre les droits humains, de renforcer la conservation des espèces et la sécurité à l'échelle mondiale, d'améliorer les villes et de mieux comprendre l'influence de la technologie sur les enfants et sur l'ensemble de la société (www.macfound.org)



Informations : OECDUrbanRoundtable2012.org